



Allocution inaugurale par le Président

Son Excellence M. Robert Rae (Canada)

Session organisationnelle du Conseil économique et sociale

25 juillet 2024

Excellences, Mesdames et Messieurs les délégués, chers collègues,
C'est un profond honneur pour moi d'être élu Président du Conseil économique et social pour la session 2024-2025.

Je voudrais tout d'abord rendre hommage à l'Ambassadrice Paula Narvaez, du Chili, pour son leadership exceptionnel d'ECOSOC au cours de cette année. J'ai eu l'occasion d'apprendre beaucoup de choses de Paula et d'être témoin de son engagement à renforcer ce conseil, et ce fut un vrai plaisir de siéger sur le bureau avec elle.

Paula a défini des priorités claires et attiré notre attention collective sur des questions clés concernant l'avenir du travail ainsi que l'intelligence artificielle, et je me réjouis de pouvoir bâtir sur ce succès. Elle était également ouverte aux contributions de tous, et elle a contribué à faire de l'ECOSOC une véritable « Maison du peuple », une approche que je ferai de mon mieux pour poursuivre.

J'ai également apprécié l'attention qu'elle a accordée à la situation en Haïti, qui préoccupe vivement tous les membres du Conseil et qui continue d'exiger toute notre attention et notre engagement. Et j'ai le plaisir de vous informer que je resterai président du comité consultatif Ad Hoc sur Haïti.

Je tiens également à saluer les contributions de nos membres sortants du Bureau, la Croatie, le Kazakhstan et la Tunisie, et à souhaiter chaleureusement la bienvenue au Costa Rica, à la Pologne et au Népal en tant que nouveaux membres du Bureau.



Je suis vraiment heureux de pouvoir participer avec de tels amis dans tous nos travaux. Pour moi c'est une source de joie.

Il n'est pas question, chers collègues, qu'il s'agit d'un moment critique pour les Nations Unies. Tout le monde le sait, nous le sentons.

Nous sommes maintenant à mi-chemin de la mise en œuvre de l'Agenda 2030, et nous devons encore remettre plus de 80 % des objectifs de développement durable sur le bon chemin. Et puis malheureusement, sur des questions comme l'insécurité alimentaire, la nutrition, la prévalence du paludisme et les émissions de gaz à effet de serre, nous avons régressé.

C'est la mauvaise nouvelle, il ne faut pas avoir peur de la prononcer, mais il y a de bonnes nouvelles aussi, et pour moi la bonne nouvelle c'est que nous savons très bien qu'avec un meilleur effort de notre part, nous pouvons au moins nous assurer qu'il n'y aura plus de recul.

Nos méthodes d'évaluation des progrès se sont améliorées et ça, c'est important. Un chiffre récent nous montre que, pour de nombreuses ODD, plus de la moitié des personnes laissées pour compte se trouvent dans seulement cinq pays, ce qui signifie que nous pouvons concentrer notre attention et chercher des solutions positives.

La plupart des indicateurs montrent non pas de mauvaises nouvelles, mais de bonnes nouvelles, c'est-à-dire des progrès lorsque l'on compare les indicateurs de 2015. Nous pouvons également en apprendre davantage des pays qui réussissent et encourager beaucoup plus de dialogue sur la façon d'y parvenir. J'espère que le processus des revues nationales volontaires (VNRs) nous aidera à le faire.

En toile de fond se trouvent des défis mondiaux profonds.

Mais face à tout défi, nous devons rester forts, nous devons rester résolus, nous devons rester courageux, et pleins de détermination.



On ne peut pas lâcher. Nos efforts doivent continuer et il faut les redoubler pour qu'on puisse réussir.

De nouveaux conflits non résolus et des crises humanitaires qui s'aggravent mettent à l'épreuve l'architecture que nous avons construite pour maintenir la paix et la sécurité et protéger les plus vulnérables.

Une situation économique morose et une reprise inégale après la pandémie ont plongé des millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pauvreté et la faim, aggravant les inégalités et semant l'instabilité.

À l'échelle mondiale, nous avons également constaté un rétrécissement de l'espace consacré à l'engagement de la société civile, malgré le fait que la complexité des défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés ne peut être abordée par les gouvernements seuls, mais nécessite l'implication de toutes les parties prenantes.

Des obstacles persistent également en ce qui concerne l'égalité des femmes et des filles et leur pleine participation à toutes les sphères de la vie publique et privée.

L'ODD 16 évoque directement la nécessité de s'engager fermement à mettre en place des institutions attachées à l'état de droit, à la reconnaissance des droits et à la fin de l'impunité. L'absence de ces choses conduit à son tour à la corruption, au règne des gangs et de la violence, et à la dépréciation de la vie humaine elle-même.

Le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution nous affectent tous, mais frappent le plus durement nos collègues des pays en développement qui sont en première ligne. Et souvent ne sont pas les sources de nos problèmes.

Ces menaces interagissent les unes avec les autres.

Leurs impacts comme nous le savons s'aggravent.



Ils ne connaissent pas de frontières.

Le réchauffement de la planète, c'est un réchauffement de la planète, même aujourd'hui au Canada nous avons l'expérience des feux de forêt qui détruisent les villages, les villes, et la vie humaine, comme on le voit en Alberta. Mais ça vient de partout, c'est un évènement planétaire.

Ces menaces nous mettent au défi de penser non seulement à nous-mêmes, mais aussi aux autres. Il ne faut laisser personne pour compte. C'est une phrase que nous répétons tous les jours, mais il faut insister que c'est une chose réelle. Comme dit le Secrétaire général très souvent, la solidarité, c'est la nécessité. On n'a pas de choix sauf que de chercher la solidarité et de le mettre au centre de nos décisions et de nos activités.

Cela nécessitera un effort extraordinaire et collectif de la part de chacun d'entre nous pour se remettre sur la bonne voie. Mais notre histoire nous montre que cet effort est possible. On a fait de grandes choses avant et on peut le faire encore une fois.

En plus du travail que nous accomplirons ensemble dans le cadre de l'ECOSOC, dans notre calendrier régulier de réunions sur la condition de la femme, les droits des peuples autochtones, les droits des personnes d'ascendance africaine, le processus des VNRs et le Forum politique de haut niveau, nous avons d'autres moments devant nous pour accélérer nos efforts visant à atteindre les objectifs de développement durable.

Le Sommet de l'avenir en septembre, la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays enclavés et en développement au Botswana en décembre et la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement en Espagne à l'été 2025, pour n'en citer que quelques-uns, il y en a beaucoup d'autres, ils sont autant de pierres angulaires pour atteindre nos objectifs. Saisissons-les, ensemble.

Chers collègues,



Nous sommes l'incarnation de l'engagement que nous avons pris à l'Article 1(3) de la Charte, *»de réaliser la coopération internationale pour résoudre les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire «.*

C'est notre boulot, c'est notre travail, la charte nous a dit ce qu'il faut faire.

Nous savons très bien que ces problèmes sont au cœur de nous autres problèmes aux Nations unies, le problème de la paix, le manque de sécurité, ça va tous ensemble. Mais nous dans l'ECOSOC, nous sommes une partie essentielle du travail des Nations Unies et nous allons contribuer à ce travail.

Chers collègues,

Je suis heureux de partager les trois priorités du Canada pour notre présidence, que nous chercherons à promouvoir ensemble avec tous les États membres.

Ces priorités sont guidées par le thème de la session 2024-2025, à savoir la promotion de solutions durables, inclusives, fondées sur la science et des données probantes pour le Programme 2030 et ses ODD.

Pour moi, les ODD sont tout autour de nous, ils font totalement partie de tout ce que nous faisons. Et nous devons continuer à nous rappeler ce qu'ils sont. En fait, les enfants qui vont à l'école aujourd'hui, même dans cette ville, mais aussi dans le monde entier, connaissent les ODD mieux que nous – par cœur – parce que nous commençons à les enseigner, à les inclure et à faire en sorte que tout le monde les comprenne.

Notre première priorité, je propose, c'est que nous nous occupions, que nous continuions à traiter, d'une manière particulière, de la crise des déplacements. La crise du déplacement de personnes que



nous connaissons dans le monde entier – à cause des conflits, du changement climatique et des profondes inégalités.

Cela signifie promouvoir des systèmes migratoires mieux gérés et l'adhésion à la protection internationale de ces dizaines de millions de personnes qui sont contraintes de rester aux marges de l'existence.

Quand nous disons qu'il ne faut laisser personne pour compte, cela signifie les plus nécessiteux, ceux qui sont les plus marginalisés, ceux qui sont les plus à la limite. Ce sont ces personnes que nous ne devons pas laisser pour compte.

Il y a plus de personnes déplacées de force et en mouvement qu'à n'importe quel moment depuis 1945. Si de nombreuses personnes sont en mesure d'accéder à des voies migratoires sûres, d'autres, notamment des migrants et des réfugiés vulnérables, peuvent être confrontés à des menaces pour leur bien-être et à des conditions des plus difficiles.

Les États voisins sont poussés à leurs limites dans leurs efforts pour servir leur propre population et l'arrivée des déplacés.

Il est très important pour nous de réaliser que lorsque les gens sont déplacés, ils vont d'abord ailleurs dans leur propre pays, ou ensuite, ils vont chez leur voisin. Et nous devons comprendre, malgré toute la rhétorique politique que vous pouvez entendre dans beaucoup, beaucoup de pays occidentaux, que la plupart de ces gens se trouvent dans le monde en développement. Et les pays en développement sont contraints de prendre en charge et de nourrir ces dizaines de millions de personnes sans le soutien adéquat du reste d'entre nous. Et c'est quelque chose que nous devons changer. Nous devons changer cela.



Nous devons veiller à ce que les droits des personnes en déplacement soient protégés, qu'elles soient soutenues par la migration régulière et par des voies d'accès à la protection des réfugiés. Mais nous devons aussi, comme je l'ai dit, veiller à ce qu'il y ait un partage prévisible et équitable des responsabilités.

Nous devons également comprendre que lorsque vous perdez votre maison et que vous n'avez nulle part où aller, vous perdez votre emploi, vous perdez votre travail et vos enfants ont de la difficulté à s'instruire. Et le manque d'éducation, chaque mois que nous perdons, chaque année que nous perdons, pour les enfants à l'école, est quelque chose qui va les mettre encore plus à la traîne.

Nous devons donc reconnaître le coût humain de ne pas en faire assez.

Deuxièmement, je veux poursuivre et m'appuyer sur le travail de Paula [Narvaez] sur l'intelligence artificielle. Et nous aurons une discussion spéciale à ce sujet.

De nombreuses parties de l'ONU s'intéressent maintenant activement à l'IA. Et ils pourraient demander « eh bien, pourquoi faites-vous cela aussi ? ». Et je vais vous dire pourquoi, parce que la grande préoccupation que nous devons avoir à propos de l'IA c'est que cette technologie doit devenir quelque chose qui est accessible à tout le monde.

Ce n'est pas un jeu d'hommes riches, bien que si vous regardez les rapports boursiers, les hommes riches gagnent beaucoup d'argent grâce à l'expansion et à l'investissement dans cette technologie. Mais l'accès à celle-ci est essentiel pour chaque personne dans le monde. Cela peut également nous aider à atteindre les ODD, à les mesurer, à nous aider à y parvenir et à révolutionner le travail.



Mais seulement si nous y parvenons. Les entreprises n'y parviendront pas seules. Nous devons fournir des incitations et nous devons offrir des opportunités. Nous devons mettre en lumière la nécessité de réduire la fracture numérique et de veiller à ce que ceux qui ont été laissés pour compte dans la révolution numérique ne le soient pas dans la révolution de l'IA.

Le numérique est un bien commun, développé par tous et accessible à tous.

Nous sommes l'organe de l'ONU responsable de l'orientation politique dans le domaine des affaires économiques et sociales, nous avons donc notre propre rôle et notre propre contribution à apporter.

L'UIT, le Pacte mondial sur le numérique, tous les éléments qui se passent, ils ont tous leur rôle, nous en avons un aussi.

Nous ne nous battons pas pour morceau du gâteau. Notre voix est celle qui dit, quoi que fassent ces entités, le seul mot qui doit toujours être devant elles – c'est égalité. Si ces technologies ne sont développées que pour les pays riches et ne sont accessibles qu'aux pays riches, le reste du monde sera laissé pour compte et tout ce que nous avons vu qui s'est passé depuis la pandémie et, franchement, qui s'est produit dans d'autres domaines de notre vie sera aggravé par l'intelligence artificielle.

Troisièmement, nous nous efforcerons d'approfondir l'engagement entre le Conseil et les institutions financières internationales afin de combler les lacunes en matière de financement du développement et des pays fragiles et touchés par des conflits.

Notre premier travail est de rassembler les gens et de nous assurer que nous nous présentons là où ils sont, et qu'ils se présentent là où nous sommes. Qu'il n'est pas considéré comme un événement



exceptionnel pour nous d'être présents aux réunions de la Banque mondiale, et qu'il n'est pas considéré comme un événement exceptionnel pour eux de se présenter à nos réunions. C'est essentiel.

Nous devons mieux comprendre le travail qu'ils font. Certaines sont très positives. Une partie de cela dépasse ce qu'ils faisaient il y a trois ans. Une partie de la situation s'améliore.

Mais nous devons aussi comprendre que l'Assemblée générale et l'ECOSOC eux-mêmes sont des lieux vitaux et ouverts. Nous sommes les maisons du peuple, les maisons des États membres et les gouvernements membres. Et c'est un endroit où les questions de la dette, du fardeau des intérêts élevés et de la façon de créer une meilleure voie à suivre doivent être discutées et débattues.

Souvent dans ma vie, vous serez surpris de l'entendre. On m'a souvent dit de rester dans ma propre voie, et dans la bureaucratie, nous entendons cette phrase tout le temps.

Eh bien, notre voie est énoncée dans la Charte, et je vous suggère de jeter un coup d'œil au chapitre 9 de la Charte. Le chapitre 9 de la Charte, à commencer par l'article 65, est très généreux et c'est très clair. Il est clair que notre voie est la santé et le bien-être des gens dans le monde, notre voie est l'économie mondiale. Les finances mondiales peuvent aussi être notre voie parce qu'elles affectent l'économie mondiale, le changement climatique est notre voie parce qu'il affecte tout le reste.

Et nous devons dire clairement que les peuples du monde exigent de participer aux décisions qui les concernent.

Nous voyons les inégalités augmenter, nous voyons l'écart entre la richesse et la pauvreté se creuser, nous voyons le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, ce sont toutes des choses qui nous concernent directement, c'est notre travail.



Il y aura d'autres thèmes que nous chercherons à intégrer dans les discussions tout au long de l'année. Je veux juste en mentionner quelques-uns. Le premier est l'égalité des sexes.

L'égalité entre les hommes et les femmes n'est pas seulement un droit humain fondamental – qui est d'ailleurs énoncé dans la charte – l'égalité entre les hommes et les femmes est inscrite dans la charte. C'est le fondement nécessaire d'un monde pacifique, prospère et durable. Toutes les preuves nous disent, la science nous dit, que nous ne nous approcherons pas des objectifs de 2030 ou des objectifs qui devront aller au-delà de 2030 sans la participation pleine et égale des femmes.

L'autonomisation économique et l'inclusion significative des femmes et des filles dans la prise de décisions sont essentielles pour parvenir à une croissance économique et à un développement durables.

Chaque crise peut être mieux résolue, chaque objectif peut être mieux atteint avec la participation des femmes.

L'égalité est au cœur de notre notion centrale de dignité, la dignité de chaque personne, de chaque être.

Depuis des temps immémoriaux, les plus grands penseurs du monde, pas seulement les penseurs des pays occidentaux, d'Europe ou d'Amérique du Nord, mais les plus grands penseurs du monde nous ont rappelé que l'égalité, la liberté, la solidarité et la dignité vont de pair, et que si nous enlevons l'un d'entre eux, nous sommes tous dépréciés par cela.

Ils sont également le fondement de la paix, du développement et des droits de l'homme. Ce que nous connaissons tous dans le système des Nations Unies comme le « nexus ». Nous savons tous ce que c'est. Mais il est important de rappeler aux personnes extérieures au système des Nations Unies qu'il s'agit de la paix, du développement



et des droits de l'homme. Ils vont de pair. C'est notre noyau central, si nous les mettons ensemble, nous pouvons réussir.

Notre diversité est notre force et j'ai parlé plus tôt de la dignité des gens et de la dignité de la différence, et la façon dont nous faisons nos affaires au sein de ce conseil est importante, nous devons le faire d'une manière qui soit vraiment et profondément inclusive.

Et là encore, je veux rendre hommage à Paula [Narvaez]. Beaucoup d'entre vous ne le savent peut-être pas, elle rencontre régulièrement la société civile lors d'un grand appel Zoom, mais entre ces appels, elle rencontre des dizaines et des dizaines de personnes.

La seule source d'accès pour de nombreuses personnes, les personnes handicapées, les personnes âgées, les personnes fragiles, les nécessiteux, les personnes qui ne sont pas représentées. Ils viennent à nous, et ils viennent au Président. Et je tiens à vous assurer qu'ils peuvent aussi venir à moi.

Le travail de ce conseil se poursuivra de la même manière que Paula Narvaez l'a fait : inclure les gens, la société civile et tous les États membres qui souhaitent tenir une réunion, qui souhaitent s'engager ou soulever une question.

Comme vous pouvez peut-être l'apercevoir, j'ai vraiment hâte d'entamer cette année. Nous avons une session très ambitieuse et chargée devant nous. Je compterai sur votre engagement constructif et proactif et sur toute votre aide.

Chers collègues du bureau, nous savons tous que nous allons être occupés, mais vous tous, je viendrai vous voir de temps à autre pour nous aider, pour faciliter, pour aider à résoudre un problème, et j'espère vraiment que vous serez en mesure de répondre à cet appel.

Je ferai de mon mieux pour présider ce Conseil d'une manière ouverte et transparente. J'écouterai, j'apprendrai, je m'engagerai et



je répondrai aux problèmes auxquels nous sommes confrontés ensemble.

Ma porte vous sera toujours ouverte.

Finalement, j'ai demandé à ma fille, à mes deux petits-fils et à mon gendre de venir aujourd'hui, ils étaient à New York. Quand on parle des générations futures. Vous reconnaîtrez que mes cheveux le trahissent, j'ai des petits-enfants, j'en ai 6. Quand les gens parlent des générations futures, et je pense à leur vie au 21e siècle et pour certains d'entre eux au 22e siècle. Nous devons toujours penser à ce que nous faisons et à la façon dont cela les affectera. Pour les peuples autochtones du Canada, nous avons ce que nous appelons la pensée de 7 générations, ce qui se passera avec les générations à venir.

Nous prévoyons un Pacte pour l'avenir et un Sommet de l'avenir. Il ne s'agit pas de faire face aux griefs du passé, mais de penser au monde meilleur que nous pouvons construire. Je sais que nous pouvons le faire. Je sais que nous pouvons faire mieux, et je sais qu'avec votre aide nous pouvons le faire ensemble.

Merci.